

#008 - DÉCEMBRE 21
JANVIER 22

KANU

s'accepter et découvrir

LE DOSSIER DU MOIS

LE DIABÈTE :
UN TUEUR SILENCIEUX

SPORT

SAMUEL ETO'O,
PRÉSIDENT DE LA FÉCAFOOT
**LES DESSOUS D'UN
SACRE**

LA GRANDE INTERVIEW

TANTCHONTA M'PO

INGÉNIEUR INFORMATICIEN, CO-FONDATEUR DE PIVOTECH

« LE NUMÉRIQUE POUR ACCÉLÉRER
LA CROISSANCE DES ENTREPRISES »

KANU

s'accepter et découvrir



Adoptez-le comme votre canal de visibilité

SOMMAIRE

#008 - décembre 2021/janvier 2022

EDITORIAL	PAGE 05
LA GRANDE INTERVIEW	PAGE 07
KANU LEAD	PAGE 13
DOSSIER DU MOIS	PAGE 17
SPORT	PAGE 21
GRAND ANGLE	PAGE 29
TRIBUNE POLITIQUE	PAGE 33
TRIBUNE	PAGE 35



SERVICE COMMERCIAL

CONTACTS: +226 74 93 62 40 / 74 69 55 55

➤ ATTACHÉ COMMERCIAL : OUATTARA AFOUSSATOU
CONTACTS: +226 74 09 43 45 / 60 15 58 10

ÉDITORIAL TEAM

DIRECTEUR DE PUBLICATION CYPRIEN KOBOUDE
CONSEILLER ÉDITORIAL JOËL TOKPONOU / COORDINATRICE DE LA RÉDACTION HARMONIE KABORE /
DIRECTION ARTISTIQUE CSK CONSEILS

ADRESSE

www.cskconseils.com / 25375026 - 74936240 /
cskconseils@gmail.com

FIBREZ! COMME JAMAIS !



 **25 32 73 06**

 **CANALBOX BURKINA FASO**
 www.jeveuxmafibres.bf

CANALBOX



Cyprien KOBOUTE

La mort dans les plats !

La période des fêtes de fin d'année est un des moments où volontairement, nous abusons des repas qui ne sont pas en phase avec notre santé. Mais l'euphorie des fêtes inhibe notre vigilance et laisse place à de l'intoxication voulue.

Plusieurs d'entre nous ont grossi pendant le confinement. Moins de sport, envie de grignoter pour passer le temps... Et voilà des kilos en trop ! Pourtant, faire attention à ce qu'on mange, c'est important pour rester en bonne santé.

Pourquoi la vigilance ?

Avant que l'homme ne s'habitue à son mode alimentaire d'aujourd'hui, il était chasseur-cueilleur. L'homme préhistorique se nourrissait en effet de racines, de baies et de viande. Autant dire que les sodas, les glaces et les pizzas, il n'en avait pas. C'est au fil des siècles que notre alimentation a changé.

Mais mange-t-on mieux de nos jours ? Oui, car l'agriculture a permis d'avoir plus de légumes, de céréales, de viande et de produits laitiers. Et ça, c'est bien. Mais l'agriculture a aussi permis de produire plus de sucre et de gras. Et depuis un siècle, on mange de plus en plus de produits industriels. Ces aliments, produits dans des usines, comme les biscuits ou les chips, contiennent souvent plus de sucre et de graisse qu'il ne faudrait. Pourquoi ?

Parce que notre corps adore ça !

Ce corps de chasseur-cueilleur est fou de plaisir devant ces aliments qu'il n'aurait jamais croisés dans la nature. Il en redemande. Et les professionnels de l'alimentation le savent. Ils ajoutent du sucre dans tout un tas d'aliments, même salés. Cette alimentation peu naturelle finit par nous faire grossir. Nous mettre en surpoids, voire nous rendre obèses. Un danger pour le corps d'autant plus que cela abîme les articulations, fatigue le cœur et augmente les risques de maladies. Hélas, les aliments industriels sont peu chers et faciles à manger rapidement. Contrairement aux aliments de meilleure qualité, mais plus adaptées à notre organisme.

Il y a une célèbre phrase des médecins qui dit que notre santé et notre mort se trouvent au bout de notre fourchette. Cela résume toute notre responsabilité sur notre santé à travers notre alimentation.

Oui, c'est la fête, mais nous devons fêter de sorte à rester en bonne santé après les fêtes.

Autant on peut mourir de faim, autant on peut mourir pour ce qu'on a mangé !

Heureuses fêtes à vous.



TRÈS BIENTÔT



REPertoire DES
ENTREPRISES
DE LA ZONE UEMOA

***Le REZU, votre outil de
prospection, de décisions
et de visibilité.***

 info@rezu.online |  +226 62 32 77 77



TANTCHONTA M'PO

INGÉNIEUR INFORMATICIEN, CO-FONDATEUR DE PIVOTECH

**« LE NUMÉRIQUE POUR ACCÉLÉRER
LA CROISSANCE DES ENTREPRISES... »**

Informaticien, c'est le nom que tout le monde lui donne. Tantchonta M'PO est bien plus que cela. C'est un génie de l'informatique, un passionné du numérique. Co-fondateur de l'entreprise Pivotech, l'expert en système d'information propose, depuis bientôt une dizaine d'années, aux entreprises et institutions des solutions numériques visant à faciliter et à accélérer leur business. Amoureux de l'Afrique, il pense que l'Afrique peut refaire son retard en matière de numérique. Interview.

Quel est le domaine d'activité de votre entreprise ?

Pivotech est une entreprise d'expertise numérique cofondée par trois associés, un Sénégalais, un Guinéen et un Béninois. Après nos études et quelques années d'expérience, nous avons décidé de faire le numérique d'une autre manière. Cela revient à accompagner les entreprises dans leur transformation digitale en leur proposant des solutions. Pour celles qui avaient déjà un système d'information, nous leur proposons des axes de modernisation.

Pivotech a été créée à Lyon en France en 2014, puis après quelques années, elle s'est étendue sur l'Afrique de l'Ouest. Nous sommes installés au Bénin depuis trois ans. Au total, nous sommes présents en France, au Bénin, en Guinée, au Canada et en Suisse. Toutes ces entités sont pilotées par des associés.

À quelles cibles s'adressent les solutions de votre entreprise ?

Les solutions que nous proposons s'adressent à plusieurs secteurs d'activités. Particulièrement, nous sommes orientés vers les services, la distribution et le commerce. Ces solutions ont pour objectif d'accélérer la croissance de ces entreprises grâce au numérique. Il s'agit de technologies qui leur permettent de mieux se concentrer sur leur business et donc de ne pas se focaliser sur certains aspects non-créeurs de valeurs pour eux.

Nous sommes tournés vers plusieurs catégories d'entreprises. Il y a les très grandes entreprises et les institutions publiques auxquelles nous offrons du consulting. Par exemple, nous les accompagnons pour une meilleure gestion de leur système d'information ; et

sur les aspects de sécurité, de protection d'un système d'information. Nous les aidons également sur les aspects de gouvernance, par exemple comment mieux gérer l'information capitale ; qu'elle soit financière ou humaine.

Le deuxième axe d'expertise que nous proposons aux grandes entreprises, c'est la construction de leur système d'information au travers de la technologie comme des serveurs, des plateformes, des solutions et aussi de la formation. Par exemple, dans le cadre de la gestion de la Covid-19, nous avons accompagné le ministère de la Santé du Bénin à moderniser son data center et mis à disposition l'ensemble des solutions lui permettant de gérer les renseignements, les demandes et traiter l'information médicale avec tout ce qu'elle comporte comme confidentialité. Un autre exemple de grandes entreprises accompagnées, c'est le Crédit Agricole, l'une des plus importantes banques de France. Nous avons construit tout son système d'information.

N'aviez-vous pas de place pour les petites boîtes ?

Les Petites et Moyennes Entreprises (PME) et les Très Petites Entreprises (TPE) font également partie de notre cible. Pour les TPE, nous leur proposons une solution de gestion intelligente d'entreprise leur permettant de gérer, par exemple, leur facturation, leur devis, de suivre leur dette fournisseur, d'optimiser le paiement pour ne perdre de l'argent et de la crédibilité. C'est encore plus intéressant quand le chef d'entreprise a plusieurs agences et qu'il doit tout suivre en même temps et prendre des décisions. Il a des tableaux de bord et autres qui lui permettent de mieux prendre les décisions. C'est une solution qui s'appelle «Konta» que

nous avons mis en place pour les TPE, mais aussi pour les PME. Elle permet à ces dernières, dans le cadre de leur développement, de pouvoir suivre l'information financière, d'agréger les éléments de gestion et de croissance. Ceci est très important pour être capable de justifier d'une solidité financière afin de bénéficier d'un emprunt auprès d'une banque, pouvoir fournir à cette banque l'ensemble des éléments qu'il faut. Donc, elle favorise l'accélération de leur croissance au travers d'une bonne information financière, d'un bon suivi et aussi d'une capitalisation qui peut être sur deux axes : levée des fonds ou faire de l'emprunt.

Quel a été le déclic de la création de Pivotech ?

Toutes les études et analyses montrent que l'accélération de l'information dans une société permet d'aller plus vite dans tout ce qui est fait. L'Afrique au regard du reste du monde est un peu en marge. Nous avons des difficultés à aller vite dans le traitement de l'information, les prises de décisions, etc. La création de Pivotech vise essentiellement à aider les entreprises ouest-africaines à mieux prendre le virage du numérique sans être laissées-pour-compte. Cette transformation nécessite des gens qui connaissent le terrain et à qui les locaux s'identifient. Également, il faut créer de la confiance et apporter de l'expertise pour que tout cela se mette en branle et maintenant accompagner. C'est le premier objectif. Le deuxième, beaucoup plus intrinsèque aux associés, consiste pour eux à apporter leur modeste contribution au développement numérique de l'Afrique. Nous avons compris que les PME et les TPE sont la plus grosse part du tissu industriel capable demain de propulser le continent africain. C'est donc pour cela que nous sommes orientés sur

les TPE et PME. Cela ne va pas se faire sans les grandes institutions. Par exemple, pour faire un paiement, il faut que l'État garantisse que ce paiement est sécurisé. Il faut donc une symbiose. Sans la garantie de l'État, il y a une cassure dans la proposition de valeurs. C'est donc pour cela que nous accompagnons quelques institutions publiques à travers le conseil ou la construction de leur solution.

Vous présentez le numérique comme la clé de l'essor d'une entreprise. Pourquoi cette foi dans le digital ?

Le numérique au début, c'était uniquement de l'informatique, de gros serveurs qui pouvaient supporter un certain nombre d'activités. On mettait l'activité puis on gérait. Ce sont les «main frame» et les anciens réseaux de télécommunication. Ensuite, il y a eu l'explosion du web et de site internet faisant en sorte que le numérique devient un métier à part entière dans l'entreprise. On commence alors par internaliser l'informaticien parce que maîtriser son système d'information devient stratégique pour une entreprise. Il s'agit désormais de construire des solutions en fonction de la stratégie de l'entreprise.

La troisième étape, celle où nous sommes actuellement, est que le numérique devient un domaine hautement stratégique, donc au-dessus de tous les autres métiers. C'est le seul domaine qui crée de la transversalité avec tous les métiers. Que ce soit la RH ou la caissière qui est au magasin, que ce soit le banquier qui vous finance ou l'investisseur qui met votre épargne, le numérique est au croisement de tous. Ce n'est donc plus quelque chose qui supporte une activité ou qui vient résoudre des problèmes. Ça devient un accélérateur



et sans cela, vous ne vivez plus. Le numérique est devenu transversal à toutes les activités.

Pensez-vous que les entreprises africaines aient suffisamment intégré cette importance du numérique ?

Elles n'ont malheureusement pas suffisamment intégré cette importance. C'est pour cela que vous avez une disparité entre les entreprises. Les plus petites qui à la naissance ont ça dans l'ADN et les plus grandes qui pensent toujours que leur business tiendra sans le numérique. Dans les entreprises africaines, le numérique est à cheval entre la découverte, c'est-à-dire cette deuxième étape où ce numérique vient gérer une caisse et l'accélération. C'est cela qui fait qu'en Afrique, nous avons une différence entre les sociétés plus jeunes, mais qui ont mis le numérique au centre de leur business et qu'on peut appeler les start-ups, et les sociétés plus anciennes qui ne commencent qu'à découvrir ce que c'est que le numérique. Les exemples palpables chez nous, c'est la banque et la marketplace. La banque commence par percevoir l'importance du numérique, mais ce n'est pas encore

un accélérateur. Aujourd'hui, il est très compliqué de faire un virement dans toutes les banques via votre téléphone. Par contre, la marketplace est déjà un accélérateur. De chez vous, vous pouvez commander à manger. Il y a deux ans, cela n'existait pas. Il va sans dire que le numérique a accéléré la restauration. Aujourd'hui, depuis votre téléphone, vous pouvez réserver un taxi. Il y a quelques années, ce n'était pas le cas. Donc, le numérique devient très important, voire capital pour le développement des entreprises, qu'elles soient petites, moyennes ou grandes. La difficulté de la banque s'explique par le fait qu'elle n'a pas suivi le développement rapide du numérique.

Cette défaillance n'est-elle pas en partie imputable aux conditions peu favorables à l'essor du digital ?

C'est une réalité qu'il y a aussi d'autres contraintes exogènes aux entreprises qui font qu'elles ne veulent pas se lancer corps et âme dans une quelconque transformation sans être certaines que c'est potentiellement le bon chemin. La première raison, c'est la confiance. Nos États doivent créer un

cadre légal de confiance rassurant les chefs d'entreprise de ce qu'ils peuvent faire numériquement ce qu'ils faisaient physiquement, et même en mieux, sans crainte. Tant qu'on ne crée pas cette confiance, ce sera difficile d'avancer.

La deuxième raison, c'est l'accessibilité. Elle se perçoit sous deux angles : la disponibilité d'Internet et son adaptation aux réalités, à la culture du pays ? Aujourd'hui au Bénin, le taux de pénétration d'Internet est autour de 30 %, soit 4 millions de personnes qui ont techniquement accès à internet, sur une population de 12 millions. Ce n'est pas beaucoup. L'autre aspect de l'accessibilité, c'est le prix. C'est souvent trop cher. Au Bénin par exemple, je n'arrive pas à tenir 1 000 F Cfa de connexion par jour. Si cela n'est pas résolu, les gens ne pourront pas aller vers le numérique.

Cela fait trois ans que votre entreprise est installée en Afrique. Quelles sont globalement, selon vous, les contraintes de l'entrepreneuriat sur le continent ?

Quelle que soit la partie du monde où vous vous trouvez, il n'est pas facile d'entreprendre. C'est certes encore plus compliqué en Afrique au sud du Sahara, particulièrement au Bénin. D'abord dans notre système éducatif, nous n'avons pas intégré ce que c'est que l'entrepreneuriat. Nous ne l'avons pas dans notre culture. Nous avons gardé jusqu'à présent ce qu'on appelle «l'État providence». L'avoir ne veut pas dire que tout le monde deviendra entrepreneur, mais on serait tout au moins sensible aux difficultés d'un entrepreneur.

Ensuite, il y a l'asymétrie entre la vision du chef d'entreprise et celle des collaborateurs. Il y a par exemple, la perception que l'entreprise est

indéfiniment riche. Ce qui fausse la gestion des biens de cette dernière.

La troisième difficulté, c'est la performance. Dans nos formations ou au quotidien, on ne nous apprend pas que la performance est gage d'existence. Si vous n'êtes pas performant, vous mourrez. Je préfère souvent la performance à la compétitivité. Cette dernière peut s'orienter vers la valeur financière créée. La performance, par contre, est la capacité à faire mieux demain ce que je sais faire aujourd'hui. Une chose que j'ai faite en 3h aujourd'hui, je dois pouvoir la refaire demain en 2 h 30. Il est difficile d'avoir des collaborateurs qui ont cette culture de la performance.

Plusieurs jeunes Africains préfèrent rester en Europe lorsqu'ils ont l'opportunité de s'y insérer socialement. Pourquoi, avoir choisi, vous de revenir en Afrique alors que votre entreprise créée en France était déjà prometteuse ?

La mission initiale, pour les trois associés, était d'aller renforcer nos capacités et revenir les mettre au service du développement de nos pays. Je me rappelle qu'au moment où je m'en allais à Lyon pour mes études supérieures, mon père me disait ceci « Ne va pas là-bas pour voir les autoroutes et penser que c'est ça le développement ». Cette phrase tourne en boucle dans ma tête jusqu'aujourd'hui. L'interprétation que j'en ai faite, c'est que le développement, on peut le faire également chez nous.

La conclusion, c'est qu'il ne faut pas rester là-bas. Donc le projet d'entreprise initialement, c'était de créer la boîte en Afrique. Les circonstances nous ont amenés à revoir nos plans. Pour

pouvoir nous solidifier, acquérir de la compétence professionnelle et être capable de négocier d'égal à égal, il nous fallait non seulement avoir une compétence professionnelle, mais aussi monter une boîte avec une certaine expertise. Ce qui permettrait de démontrer que nous savons faire les choses.

La première mission est restée en sourdine. Dès que nous avons eu l'opportunité, nous nous sommes développés vers le Bénin. Les autres démembrements en Europe sont simplement des faits opportunistes.

Quels sont, selon vous, les pays qui ont pris de l'avance en matière de numérique en Afrique ?

Je vais me limiter à l'Afrique de l'Ouest francophone pour que ce soit juste. Car les pays anglophones nous dépassent de très loin. Le Nigeria à lui seul suffit. Donc, en Afrique francophone, le Sénégal et la Côte d'Ivoire sont les pays les plus en avance. Après, il y a le Togo qui a un écosystème beaucoup plus dynamique. C'est bien après que viennent le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

Moi, c'est en suivant la voix du cœur que je suis venu au Bénin. Car pour rester rationnel, la bonne destination aurait été Abidjan qui offre plus d'opportunités. L'activité économique y est telle que vous êtes sûr d'avoir plus de clients qu'au Bénin. Cela s'explique par le fait que le taux de pénétration d'internet est élevé ainsi que le niveau de maturité numérique des entreprises. Au Bénin, le marché est très petit et les entreprises sont numériquement très peu matures. Elles ne sont pas nombreuses celles qui ont une connexion très haut débit pour 250 personnes. Même pour 10 personnes, c'est déjà compliqué.

Le retard noté au niveau de certains pays n'est-il pas du fait de l'absence de volonté politique ?

Je pense humblement que ce n'est pas si tant la volonté politique que la volonté publique. La réalité, c'est que tout dirigeant peut avoir la volonté politique, mais elle seule ne suffit pas. L'engagement public par contre, implique un effort collectif des citoyens et des gouvernants pour réaliser l'objectif. Un ministre peut exprimer la volonté de mettre en place une plateforme pour interconnecter les hôpitaux. Au final, l'a-t-il livré ? Avec le niveau de qualité requis ? Ceux qui l'utilisent sont-ils formés ? L'a-t-il vulgarisé ? Tout cela participe à l'action qui découle de sa volonté. En conséquence dire que la volonté politique manque, pas tout à fait ; mais dire que l'action politique et les analyses qui vont avec manquent, oui. Il n'est pas possible de développer le numérique sans les acteurs du numérique, ce n'est pas possible. Le seul fait de mettre la fibre optique un peu partout ne suffit pas. Il faut de la formation pour soutenir.

Jeune chef d'entreprise, que conseillez-vous souvent aux autres jeunes qui veulent également créer leur propre boîte ?

Pour réussir en entreprise, la première chose selon moi, c'est le socle familial. Si vous n'avez pas un socle familial suffisamment solide, je le déconseille parce qu'à la première difficulté vous allez voler en éclats. C'est fondamental d'avoir des piliers au sein de la famille sur lesquels vous vous appuyez. La deuxième chose, il faut être persévérant. Ce n'est pas évident de trouver le bon filon du premier coup. Vous devez donc

croire fermement en ce que vous faites et persévérer. La troisième chose, c'est la rigueur ; envers vous-même et envers les autres. C'est cela qui vous permettra de fédérer les autres autour de votre cause et de faire l'aventure ensemble.

Un projet qui vous tient à cœur...

D'ici début 2022, nous comptons lancer une solution pour faire de la suggestion intelligente de décision dans une entreprise. Nous partons du principe qu'un chef d'entreprise prend en général par jour trois à dix décisions capitales pour sa boîte. Cela peut être de payer un fournisseur, valider des absences, aller à la banque, régler les salaires, etc. Il n'est pas toujours forcément aidé dans ces tâches. Il se fie à ce qu'il sait de sa boîte et à son intuition propre qui peut être parfois entachée par ses humeurs. Nous avons pensé modestement à travers notre solution de gestion d'entreprise de proposer aux personnes qui sont à des postes de direction, compte tenu des données de leur entreprise, les meilleures décisions à prendre et les mauvaises à ne pas envisager. Si le dirigeant d'entreprise pense que la meilleure décision à lui suggérer lui convient, il clique dessus de sorte à déclencher tous les éléments de traitement dans son entreprise. Par exemple, la validation d'une facture pour son paiement va enclencher une notification au comptable pour le règlement de ladite facture ou une notification au RH pour la validation d'une absence, avec peut-être une réduction du nombre de jours de permission, etc. Donc avec un seul clic, il pourra supprimer une ou deux heures de réunion avec les différents départements de la boîte.

Comment l'Afrique peut-elle rattraper son retard sur l'Occident en matière de numérique ?

Ce serait facile de dire qu'il y a une solution. Ce qui est certain, c'est que nous ne sommes pas obligés de suivre le même chemin de développement que les autres. Ce qui pourrait nous aider, ce sont les sauts technologiques. Pendant que les autres utilisent la carte bleue, nous nous utilisons la monnaie électronique depuis notre téléphone. Le temps qu'ils viennent à la monnaie électronique à partir du téléphone, nous utilisons la crypto monnaie. Donc ce n'est qu'avec les sauts technologiques que nous pourrions refaire notre retard et peut-être dépasser. Seulement, ceux-ci doivent être étudiés, mesurés et propulsés par des collectifs très forts, soit des organisations de spécialistes d'un domaine.

Je prends l'exemple du Bénin avec la carte d'identité biométrique qui est pratiquement numérique aujourd'hui. La France ne l'a pas, le Canada non plus. Elle est plastifiée chez eux, mais elle n'est pas encore numérique. Si nous sommes capables de faire ces sauts technologiques dans de bonnes conditions, c'est-à-dire en évitant les effets de mode, nous arriverons à refaire notre retard. Par exemple, on peut utiliser cette pièce d'identité pour interconnecter d'autres services types, comme les assurances, la santé, la propriété, etc. Par exemple, si vous êtes dans un service domanial, à partir de votre carte d'identité, on sait déjà tous les domaines que vous possédez, ce sera une belle avancée.



Complexe Hôtelier *La Villa de l'Intégration*



Offres & Commodités

- Des chambres climatisées
- Salles de Conférences et banquet
- Restaurant gastronomique Africain
- Piscine - Gym - Spa

HAUTEMENT SÉCURISÉ

📍 Rue Bitto, Ouaga 2000, Ouagadougou

☎ (+226) 57 25 00 03

✉ villa-integration@yopmail.com



SANDRA IDOSSOU, TOUJOURS AU FRONT

« La dame des sachets », ainsi la désigne-t-on dans la rue. Le combat de Sandra Idossou contre les sachets plastiques l'a propulsée au-devant de la scène, faisant d'elle une activiste de la protection de l'environnement. Mais cette figure de la lutte contre la pollution du milieu de vie est aussi une entrepreneure et passionnée d'art. Portrait...

© DARIMAGE Photography

ography

Sandra Idossou est née au Bénin. Il y a plus d'une quarantaine d'années. Elle n'aime pas parler de son âge ni de sa région de naissance. Bien que fière de sa patrie le Bénin, elle préfère être considérée comme une fille d'Afrique. Un continent pour lequel elle éprouve un fort attachement. Elle ne manque aucune occasion pour dire son bonheur d'être Africaine, d'avoir grandi en Afrique. Afro-optimiste, cette mère de deux enfants pense que l'Afrique n'est pas que le continent des guerres, de la famine et des massacres. « Pour moi, c'est le continent de demain », assène-t-elle à qui veut l'entendre.

Formatrice pendant plusieurs années pour le groupe hôtelier Accor, Sandra a déjà parcouru 35 pays africains. Des voyages qui ont formé sa dévotion pour ce continent et ses peuples. Pour elle, c'est le territoire de la vie, de la jeunesse et des couleurs. « Mes voyages, une chance inouïe,

m'ont permis de découvrir une Afrique belle, dynamique, diverse et riche de ses hommes et femmes », soutient-elle. Sandra Idossou soutient fermement que l'Afrique regorge d'importantes capacités et d'énormes potentialités. Il suffit pour les Africains de les voir et d'exploiter les besoins pour créer de la richesse. Sandra Idossou se plaint très rarement. Il est difficile de l'y surprendre. En dépit de son optimisme inébranlable, elle regrette tout de même que les Africains ne perçoivent pas cet espoir que représente leur continent. « Je déplore qu'il y ait certains qui acceptent de mourir dans les océans, juste pour fuir l'Afrique », confie cetteoureuse du Rwanda, un pays qu'elle trouve propre et discipliné.

LE SACHET PLASTIQUE : SON COMBAT

Après plusieurs années passées hors du Bénin, Sandra Idossou rentre en 2017 avec en tête l'idée de créer son

entreprise de consulting et de formation. Entrepreneure dans l'âme, elle a toujours géré une société dans tous les huit pays où elle et sa famille ont séjourné au cours des vingt dernières années. C'est sans compter qu'un autre combat l'attendait. Sandra Idossou a une aversion pour le sachet plastique. Son séjour au Rwanda a renforcé ce sentiment. « Pour moi, c'est une catastrophe de voir les enfants et les adultes manger dans des sachets plastiques et les jeter systématiquement n'importe où après », assure-t-elle. Cette répugnance pour le sachet plastique l'amène une nuit, à lancer une pétition sur les médias sociaux. Elle n'avait alors pour prétention que celle de recueillir suffisamment de signatures pour le vote de la loi sur l'interdiction du sachet plastique.

Très vite, l'ex-formatrice du groupe hôtelier Accor recueille de nombreuses signatures. La presse s'intéresse à son appel. Marche pacifique, ramassage des sachets plastiques à travers la ville de Cotonou, sensibilisation dans les écoles, plateaux de télévision, interview dans les journaux, Sandra Idossou engagée, ne s'arrête plus. « SachetHelou » (haro sur le sachet), c'est le nom que prend son combat. Intenable, déterminée, elle ne ménage aucune action pour se faire entendre et faire son plaidoyer. « Des actions existaient pour mettre fin à l'utilisation des sachets au pays, mais l'implication de Sandra Idossou est intervenue comme un catalyseur », souligne Hervé Prudence Hessou, journaliste et coordonnateur du Press club Café Médias Plus.

Parfois, son nom est brandi comme une menace aux personnes jetant un emballage plastique dans la nature. Et pourtant rien n'avait préparé cette femme au rire facile et franc à cette aventure qui depuis quatre années lui prend une bonne partie de son temps. « Comme je suis de nature à m'engager dans l'action, je me suis lancée sans savoir que cela allait me bouffer mon temps », précise-t-elle, l'air enjoué. Elle et ses partenaires enregistrent une victoire quatre mois après le début de son engagement corps et âme dans cette lutte.

Les parlementaires béninois votent la loi n°2017-39 du 26 décembre 2017 portant interdiction de la production, de l'exportation, de la commercialisation, de la détention, de la distribution et de l'utilisation de sachets plastiques non biodégradables en République du Bénin. « J'ai crié c'est fait quand le vote a été effectif », se rappelle-t-elle en se disant en son temps qu'elle va pouvoir se consacrer à elle-même. Mal lui en a pris. Ce n'était qu'une bataille de gagner. La lutte, elle, reste entière. « Au pays, la situation

n'a pas bougé d'un seul pouce », déplore-t-elle. Sandra Idossou regrette en effet que les autorités compétentes ne veuillent passer à l'application de la nouvelle loi. « Une loi n'est pas fonctionnelle sans des mesures d'application et la répression », murmure l'activiste surnommée la « dame des sachets ».

NE RIEN LÂCHER

En dépit du goût mitigé de cette première victoire, Sandra ne baisse pas les bras. Femme tenace, elle poursuit ses contacts pour un changement de comportement citoyen. Désormais, elle change de fusil d'épaule et se tourne plus largement vers la jeune génération. Avec des associations partenaires ou seule, Sandra Idossou cible les écoles et collèges pour sensibiliser les apprenants. Car, dit-elle, un changement de comportement communautaire n'est possible qu'à partir des plus jeunes. Une certitude : son combat finira par porter les bons fruits. Ses amis n'en doutent pas non plus. « Toutes les fois où j'ai échangé avec elle, j'ai noté en elle une femme déterminée qui ne lésine pas sur ses moyens pour atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés », confie Hervé Prudence Hessou.



Son leadership dans l'action et sa capacité à mobiliser différentes parties prenantes autour d'un objectif commun forcent l'admiration. « Sandra est une femme

active, combattive et très organisée », dit d'elle Léon Anjorin Koboudé, un ami proche. Pour ce spécialiste de la communication RSE, Sandra Idossou « représente un modèle pour les plus jeunes dans l'engagement pour des causes nobles ».

Alors jusqu'à ce qu'elle n'en ait plus la force physique, la jeune dame assure qu'elle cherchera chaque jour au fond d'elle la motivation nécessaire pour continuer cette guerre. Elle ne donne pas moins l'impression de se demander combien de temps cela lui prendra encore.

L'ART, SON AUTRE PASSION

Sandra Idossou entretient depuis longtemps deux histoires d'amour. Celle avec son époux et celle avec l'art et la peinture. Petite, elle rêvait de devenir une journaliste ou une hôtesse de l'air. Elle fait tout pour le réaliser. Pour ses études supérieures, elle fréquente l'institut de langues du Ghana. Elle en ressort avec une maîtrise de l'anglais, l'allemand et du français. Complètement multilingue (sept au total), la jeune fille avait les cartes en main pour embrasser les métiers de ses rêves. Plusieurs circonstances l'obligent par contre à s'orienter vers l'hôtellerie et le tourisme. Sa formation achevée, elle fait ses premières années professionnelles au sein du groupe hôtelier Accor. Ses aptitudes l'amènent à franchir rapidement les échelons. Sandra Idossou après quelques années au Sénégal est promue au poste de chef réception de Novotel Bénin qui venait d'ouvrir ses portes. Elle passe, après un stage en France, formatrice en qualité de services au sein du groupe hôtelier.

Toujours entre deux avions, Sandra découvre l'Afrique et le génie de ses artisans. « Dans tous les pays où j'ai été, l'art m'a toujours parlé », souligne la passionnée de culture africaine. Un jour, au Sénégal, alors qu'elle était en convalescence à la suite d'une opération chirurgicale, une amie corse lui offre une toile à peindre. À partir de cet instant, Sandra Idossou découvre son talent pour la peinture. Ses tableaux ayant séduit le président, à l'époque, des artistes du Rwanda, celui-ci l'encourage à faire la première exposition de ses œuvres. Une réussite totale pour les 40 pièces présentées au public ce jour-là. Depuis, et à chaque fois qu'elle en a l'opportunité, Sandra Idossou promeut l'art et l'artisanat africains à travers des présentations et expositions dans des hôtels.

Une fois au Bénin, elle a continué à exposer dans des hôtels et ailleurs. « En plus de mes toiles, je faisais venir des tableaux d'autres pays et je les montrais une fois tous les six mois », révèle-t-elle, bien contente d'avoir pu conserver cette habitude malgré son combat pour l'interdiction du sachet plastique. Pour aller plus loin dans cet engagement pour la promotion des produits locaux, notamment les œuvres d'art, elle ouvre une galerie, « Kouleurs d'Afrik ». Elle y propose au public des produits des artistes du Bénin et d'une quinzaine de pays africains. « Kouleurs d'Afrik est pour moi l'expression de tout ce que j'aime en Afrique, l'Afrique créative, l'Afrique des jeunes, mais surtout l'Afrique qui va au-delà des clichés », confie l'activiste culturelle. Elle espère qu'un jour les Africains s'approprieront avec fierté la valorisation de ce qui est produit chez eux, par eux.

EN CASCADE

Un regret ?

L'incapacité des Africains à saisir les opportunités

Un modèle ?

Sa mère et sa belle-mère ;
deux femmes fortes, résilientes

Une envie ?

Voir ses enfants grandir en étant
fiers d'être Béninois et Africains

Un livre ?

Pas studieuse à la lecture

Un film ?

Pas trop intéressée

Une chanson ?

Rien de particulier

Une ville ?

Kigali, pour sa propreté
et sa discipline



Savoir et Succès Pour Tous

ENTREPRENARIAT NUMERIQUE



- Formations en trading des cryptomonnaies
- Minages
- Conseil en investissements
- Mobile money
- E- commerce
- Marketing de réseau

LOCATION DE VÉHICULES



IMMOBILIER



AGRO-BUSINESS



Contacts

+226 70 87 90 93/ 67 76 05 79

logresucces@gmail.com

06 BP 10290 OUAGADOUGOU 06 ; secteur46

Le diabète : un tueur silencieux

La communauté internationale a célébré le 14 novembre 2021 la 31^e édition de la Journée mondiale du diabète, une affection aux conséquences dramatiques dans le rang des populations ouest-africaines.



Le pied nécrosé d'un diabétique, appelé pied diabétique

A 39 ans, Gilberte B. est amputée du pied gauche à cause du diabète. Les efforts des médecins n'ont pu éviter ce sort à cette tenancière de boutique de vente de divers produits à Cotonou, capitale économique du Bénin. « J'ai beaucoup souffert puisque la plaie était devenue trop profonde, très douloureuse et odorante. Ma famille avait beaucoup de difficulté à supporter l'odeur », confie la jeune dame. Précédemment secrétaire dans une entreprise à Cotonou, elle a dû abandonner son job pour s'occuper de son pied. Elle était loin d'imaginer que le diabète, cette maladie caractérisée par un taux de sucre élevé dans le sang était à l'origine. « C'était juste une petite égratignure qui s'est peu à peu élargie. Nous avons tout fait pour la soigner, mais elle n'a pas guéri. J'ai été dans le centre de santé de notre quartier pour des soins, mais comme il n'y avait pas de satisfaction, nous avons pensé que cela pourrait être spirituel. Donc, nous avons consulté dans le traditionnel. Là également après plusieurs semaines, le résultat n'a pas été satisfaisant. Ça s'était plutôt aggravé. Lorsque je suis retournée à l'hôpital, c'est à ce moment que

j'ai su que je souffrais du diabète et qu'il était la cause de la non-cicatrisation de la plaie », confie-t-elle.

Comme Gilberte B., de nombreuses personnes à travers le monde ont perdu leur pied à cause du diabète. Certains, des hommes, n'ont plus d'érection due à la même maladie. D'autres par contre, ont perdu la vue. Pour la plupart, ils découvrent du jour au lendemain qu'elles sont diabétiques. « Malheureusement, c'est souvent trop tard pour sauver les meubles », déplore Dr Hashim Hounkpatin, spécialiste en médecine préventive. Problème majeur de santé publique, le diabète est une maladie chronique non-transmissible qui apparaît lorsque le pancréas ne produit pas suffisamment d'insuline (hormone qui régule la concentration de sucre dans le sang ou glucose). Il est possible de souffrir du diabète également lorsque l'organisme n'utilise pas correctement l'insuline qu'il produit.

DES CHIFFRES EFFRANTS

Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le nombre de cas de diabète et la prévalence de la maladie connaissent une augmentation constante au cours des dernières décennies. Les récents chiffres, datant de 2021, de l'OMS et de la Fédération internationale du diabète (FID), indiquent qu'il y a plus de 537 millions de personnes atteintes du diabète à travers le monde. En 2014, elles étaient 422 millions contre 108 millions en 1980. L'OMS projette une prévision de 622 millions de personnes souffrant du diabète d'ici 2040. L'Afrique est aussi emportée par cette courbe inquiétante du nombre de nouveaux cas de diabète dépistés. Selon Dr Matshidiso Moeti, directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, la région africaine compte actuellement environ 19 millions de personnes vivant avec le diabète contre 16 millions en 2017, soit un accroissement de près de 19 % en seulement deux ans. Malheureusement, si rien n'est fait, ces chiffres déjà inquiétants continueront de croître au fil des années.

La Fédération Internationale du Diabète prévoit que le continent africain pourrait atteindre la barre des 47 millions de diabétiques d'ici 2045, soit un accroissement de plus de

156 %. Mais déjà, les statistiques signalent un décès toutes les 6 secondes dans le monde pour cause de diabète, soit plus que le sida, la tuberculose ou le paludisme. Selon l'OMS, le diabète était à l'origine de 1,5 millions de décès en 2012. Par ailleurs, 4 à 5 millions de personnes meurent chaque année à cause des complications liées au diabète ou à un taux élevé de glycémie. « La maladie du diabète est appelée une tueuse silencieuse, car vous pouvez l'avoir pendant plusieurs années sans avoir de manifestations. Alors que la maladie crée beaucoup de dégâts à l'intérieur du corps », précise le docteur Hashim Hounkpatin.

LE DIABÈTE ET SES COMPLICATIONS

Plusieurs complications peuvent subvenir chez les personnes diabétiques. Il s'agit des affections qui touchent plusieurs parties du corps augmentant le risque de décès. « Si le diabète n'est pas suivi, s'il n'est pas bien pris en charge et si le patient ne change pas de mode de vie, la maladie peut entraîner de graves implications comme une crise cardiaque, un accident vasculaire cérébral, une

insuffisance rénale, l'amputation de membres inférieurs, une déficience visuelle, la cécité et des lésions nerveuses. Elle peut aussi provoquer un dysfonctionnement au niveau de l'érection chez les hommes », explique le docteur Hashim Hounkpatin.

De même, l'absence de prise en charge ou un mauvais traitement du diabète chez une femme enceinte accroît le taux de mortalité chez le fœtus. « Pour améliorer sa qualité de vie et son espérance de vie, le diabétique doit accepter de suivre un traitement contraignant, mais nécessaire », avertit le spécialiste en médecine préventive. Ce qui n'est pas souvent le cas. « Malheureusement, environ deux tiers des personnes atteintes de diabète dans les pays africains ne savent pas qu'elles sont touchées par cette maladie », déplore Dr Matshidiso Moeti, directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique dans son message lors de la célébration de la Journée mondiale du diabète, édition 2021.

Jesdias LIKPETE



Le dépistage du diabète est simple et peu coûteux

Il existe principalement trois types de diabète. Le diabète de type 1 où le pancréas est incapable de produire l'insuline nécessaire à l'organisme. Il touche souvent les enfants et les adolescents. La survie dépend d'un apport extérieur régulier d'insuline. Le diabète de type 2 vient de l'incapacité de l'organisme à utiliser correctement l'insuline produite par le pancréas. Il est donc nécessaire que la personne malade doit œuvrer par un changement de mode de vie et certains médicaments à normaliser son taux de glycémie.

LES DIFFÉRENTS TYPES DE DIABÈTE

« C'est le type de diabète qu'on rencontre le plus souvent chez les personnes dépistées diabétiques », précise docteur Hashim Hounkpatin. Selon lui, il représente environ 9 cas de diabète sur 10 à l'échelle mondiale. Il survient généralement chez les adultes, mais de jeunes personnes peuvent également en être affectées.

Le troisième type de diabète souvent noté est le diabète gestationnel. Il apparaît exclusivement chez les femmes enceintes. Le type le plus courant et qui affecte le plus grand nombre de personnes est le type 2. Selon Dr Sédrick Ahomagnon, médecin endocrinologue et président de l'Association béninoise de lutte contre l'obésité, le diabète et les endocrinopathies (Ablode), le type 2 touche généralement les adultes, mais il se retrouve chez des enfants et des adolescents. « Il existe plusieurs facteurs de risque du diabète. Entre autres, il y a les antécédents familiaux (avoir un parent ou des parents diabétiques accroît le risque), l'âge, le surpoids, la sédentarité, une mauvaise habitude alimentaire, la consommation de l'alcool ou du tabac, etc. », explique l'endocrinologue.

J.L

DR HASHIM HOUNKPATIN

« CELA M'A TELLEMENT MARQUÉ »

« J'étais étudiant au service de diabétologie au CNHU de Cotonou (Bénin). Nous avons reçu une patiente. La salle dans laquelle la personne a été admise en hospitalisation était irrespirable. Elle sentait extrêmement mauvais. Les autres patients déjà présents dans la salle ont dû être réaffectés dans d'autres salles. Le souci avec la patiente, c'est un pied totalement pourri, tellement que les os du pied étaient visibles. Lorsque vous tirez sur les orteils, vous êtes capables de les enlever sans difficultés. La plaie était très nécrotique et pleine de pus. Ça a fini par une amputation. La patiente a mis beaucoup de temps avant de venir à l'hôpital. Cela a fait que la plaie s'est infectée et que le pied était irrécupérable. Cela m'a tellement marqué, d'autant plus que la patiente était encore assez jeune. Elle se retrouve à jamais diminuée. »

DR SÉDRICK AHOMAGNON, ENDOCRINOLOGUE

Médecin endocrinologue et président de l'Association béninoise de lutte contre l'obésité, le diabète et les endocrinopathies (ABLODE), Dr Sédrick Ahomagnon aborde la maladie du diabète et ses implications.



« LE TRAITEMENT DU DIABÈTE EST EXTRÊMEMENT PESANT FINANCIÈREMENT »

Quels sont les signes qui permettent de soupçonner un diabète ?

Le diabète est une maladie silencieuse. Elle n'a pas un signe particulier. Des signes n'apparaissent qu'avec les complications. À cette phase, on peut remarquer de la polyurie, c'est-à-dire que le sujet urine beaucoup ; de la polydipsie qui veut dire que le sujet boit beaucoup d'eau. Également, il peut présenter un signe d'amaigrissement associé à de la polyphagie (besoin excessif de manger, ndlr) et de l'asthénie (fatigue constante). Voilà les signes classiques. Par ailleurs, le sujet souffrant du diabète va faire des plaies traînantes, c'est-à-dire qui ont du mal à cicatriser. Si on ne se fait pas dépister préalablement, le diabète n'est diagnostiqué souvent qu'à l'occasion des complications.

Quelles sont les complications induites par le diabète ?

Il y a les complications chroniques ou dégénératives. Elles sont de deux ordres. Quand elles concernent les petits vaisseaux, on peut avoir des problèmes au niveau des yeux, c'est-à-dire de la rétinopathie diabétique ; des problèmes au niveau des nerfs, soit la neuropathie diabétique conduisant à une perte de vision ou cécité. Le sujet diabétique peut également avoir des soucis au niveau des reins, c'est-à-dire la néphropathie, qui conduit à la dialyse. Le diabète est la première cause de mise en dialyse. Lorsque ce sont les gros vaisseaux qui sont concernés, on parlera de macroangiopathie diabétique. Le sujet diabétique peut alors faire des AVC, la crise cardiaque, l'artérite des membres inférieurs. En dehors des complications chroniques, il y a les complications aiguës ou des complications métaboliques, c'est-à-dire une acidocétose diabétique. Ces complications se soldent par le coma. Dans ce cas, on parle de coma dû au diabète. À cause de notre milieu tropical, le sujet diabétique va faire des infections à répétition ou avoir au niveau des membres inférieurs des plaies qui auront du mal à cicatriser. In fine, celles-ci vont conduire à une amputation. Le sujet peut aussi avoir une dysfonction érectile ou une faiblesse sexuelle.

Pour les personnes diagnostiquées diabétiques, une prise en charge est nécessaire pour l'amélioration du pronostic vital.

N'est-ce pas coûteux ?

Absolument que la prise en charge revient très cher au sujet. C'est une maladie qui a des coûts directs et des coûts indirects. Les médicaments sont très coûteux, le suivi est lourd. Étant donné que c'est une maladie chronique, il est nécessaire de payer les traitements tous les mois, puisqu'il faut les prendre tous les jours. C'est extrêmement pesant financièrement. Par ailleurs, lorsqu'on vient au niveau de la famille, le fait d'avoir à beaucoup dépenser pour se soigner impacte forcément la qualité de vie familiale, la scolarité des enfants. Pour les entreprises et l'État, le diabète a également un coût. Le sujet diabétique étant un peu plus fatigué que lorsqu'il n'est pas malade n'est plus totalement performant. C'est un manque à gagner pour l'entreprise et pour le développement du pays.

Comment prévenir le diabète ?

La première stratégie, c'est aller se faire dépister au moins une fois par an. C'est un exercice facile et peu coûteux. Deux issues se présentent à vous après le dépistage : soit vous êtes malade, soit vous ne l'êtes pas. Dans ce dernier cas, vous respectez des règles pour ne pas devenir malade. Au cas où, malheureusement vous êtes déjà malade, vous vous rendez à l'hôpital pour une prise en charge visant à améliorer votre pronostic.

Pour ceux qui ne souffrent pas encore du diabète, les règles de conduite édictées par l'Association béninoise de lutte contre l'obésité, le diabète et les endocrinopathies (ABLODE) pour prévenir la maladie sont : manger équilibré et sain, préférer l'eau aux boissons sucrées et à la bière ; faire une activité physique 35 à 45 mn et 4 à 5 fois par semaine ; faire le dépistage et enfin prendre son périmètre abdominal et sa tension artérielle au moins une fois par an. À cela, il faut ajouter : apprendre à gérer son stress et à avoir une meilleure qualité de sommeil.

Propos recueillis par JESUS LIKPETE



AFRICASCOPE 2020

CATÉGORIE
CONSOMMATION TV

1ÈRE AUDIENCE TÉLÉ



98%



Taux de notoriété

61%



Taux d'audience
cumulée

Source : Kantar TNS AFRICASCOPE 2020

Football **UNE CAN SUCRÉE, LE CAMEROUN EST-IL PRÊT ?**



Cette interrogation n'est pas anodine à trois semaines de la CAN 2021 : le Cameroun est-il réellement prêt pour accueillir la fête du football continental ? Qu'il nous souvienne, il y a presque trois ans que le comité exécutif de la CAF, réuni le vendredi 30 novembre 2018 à Accra, entérinait sur une décision prise à l'unanimité le retrait de l'organisation de la CAN 2019 au Cameroun pour l'attribuer enfin à l'Égypte. Si aujourd'hui, il faut admettre en toute franchise que les choses ont énormément évolué, il n'en demeure pas moins que l'ombre d'un doute plane toujours sur les préparatifs. En cause, le stade d'Olembé qui fait l'objet de communications contradictoires.

LA POLÉMIQUE À PROPOS DU JOYAU D'OLEMBÉ

Situé à Olembé, près de Yaoundé, à environ 13 kilomètres du centre urbain, le stade a vu sa construction démarrer en 2016. Si au début des travaux, c'était le groupe italien Piccini qui avait la charge d'ériger ce joyau de 163 milliards de F Cfa et d'une capacité de 60 000 places, il a été évincé au profit du Canadien Magil pour des raisons de retard. Début décembre, la presse reprend des rumeurs d'un possible transfert de la cérémonie d'ouverture de la CAN 2021. « Pas de fumée sans feu », dit-on. Pour preuve, un énième « glissement » de date qui a déclenché le tollé. Dans une note d'information en date du 29 novembre 2021, le ministre des Sports et de l'Éducation Physique, président du COCAN 20-21, Narcisse Mouelle Kombi, a annoncé la cérémonie officielle de la réception des infrastructures du stade pour le 3 décembre 2021. Cette dernière date aurait été repoussée au 6 décembre. Et jusqu'à présent l'extérieur du stade ne

serait toujours pas terminé. Pour rappel, l'inauguration dudit stade a déjà été décalée de juillet 2021 à septembre, puis à novembre. Ces attermoissements et ajournements sont-ils synonymes du transfert annoncé ?

A OLEMBÉ ET NULLE PART AILLEURS

Le flou artistique maintenu artificiellement par certains médias autour du stade Paul Biya d'Olembé a été dissipé. Selon une communication intitulée « A Olembé et nulle part ailleurs » et faisant la part des travaux de finition, les derniers réglages sont en train d'être faits. Et ceci, conformément aux requêtes formulées dans une correspondance du Secrétaire général de la CAF, Véron Mosengo-Omba, adressée au Comité Local d'Organisation de la Coupe d'Afrique des Nations, Cameroun 2021, et datant du 17 novembre. Au sujet des inquiétudes évoquées dans cette lettre, se rapportent des actions attendues. Des actions dont on peut désormais remarquer l'effectivité de la réalisation comme la fixation des écrans géants ou des panneaux LED, la pose du tartan sur toute la longueur de la piste d'athlétisme, la mise en

place de la couche d'application sur les rampes d'accès et le revêtement de la toiture extérieure par des «écailles de pangolin». Comme le stipule un proverbe du pays des lions indomptables : « Dieu a placé les yeux devant la figure, pour que nous ne regardions pas le passé » ; ce passé est lointain où l'improvisation était le maître mot. Désormais, le Cameroun scrute l'horizon d'un futur proche avec l'espoir de ne plus tomber dans les travers de l'édition de la CAN 2019. Même si le stade d'Olembé est pressenti pour abriter les cérémonies d'ouverture et la finale, il n'est pas la seule arène réservée aux 52 matchs de la compétition.



SIX STADES DONT QUATRE FLAMBANT NEUFS ET DES HÔTELS AUX NORMES

Hormis le stade d'Olembé qui fait couler beaucoup d'encre et de salive, les cinq autres stades sont entièrement bouclés. Ce sont des antres ultra-modernes comme on en voit en Ligue européenne des clubs champions. Ils sont munis de studios de radio et de télévision sophistiqués. De plus, l'état des pelouses est irréprochable, adieu les "champs de patate" en guise d'air de jeu ! En sa qualité de pays organisateur, le Cameroun évoluera dans le groupe A qui disputera ses matchs au stade Olembé de Yaoundé. Le groupe B sera domicilié au Kouetong Stadium de Bafoussam, le groupe C au Ahmadou-Ahidjo Stadium de Yaoundé, les équipes de la poule D vont se défier au Roumdé Adjia Stadium de Garoua, celles de la poule E au Japoma Stadium de Douala et enfin la poule F au Limbe Stadium de Limbé. Trente-sept (37) hôtels respectant les normes requises sont répartis dans ces six villes.

PLUS DE 2000 DEMANDES D'ACCREDITATION POUR LA PRESSE !

La tendance haussière du nombre de demandes d'accréditation des hommes du quatrième pouvoir venus

de 54 pays, dont un peu moins de la moitié en Afrique laisse entrevoir une couverture médiatique record pour cette 33^e édition de la CAN. « Nous avons reçu plus de 2000 demandes d'accréditation [...] », a fait savoir Alex Siewe, directeur de la Communication de la CAF. « [...] La couverture médiatique de la CAN 2021 tourne autour de la forte présence de grands groupes de médias internationaux, preuve que la CAN dégage un intérêt non négligeable au-delà des frontières africaines », a-t-il continué, faisant allusion aux fortes délégations des médias les plus en vue comme France24 ou RFI qui s'apprêtent à débarquer. Enfin, le processus de délivrance des accréditations sera prolongé jusqu'au 20 décembre pour faciliter les retraits. Outre les journalistes, le public aussi s'annonce nombreux et on pourrait s'attendre à une très forte affluence.

UNE FÊTE POPULAIRE ! ET LA COVID ?

Au pays « des 250 ethnies », le football est avant tout une fête populaire, riche en couleurs et en saveurs. Comme le dit si bien ce slogan : « la CAN sera sucrée ! ». Le Cameroun bénéficie d'une diversité exceptionnelle de cultures, c'est une terre de musique qui a un goût prononcé pour les arts en général. Le football à la sauce "Makossa" donne lieu à des explosions de joie et de liesse. La ferveur atteindra son paroxysme et les stades remplis de monde vont donner lieu à un vibrant spectacle sportif. Depuis les gradins surchauffés, les amoureux du ballon rond vont vivre un événement qu'ils attendaient depuis 1972. En témoigne d'ailleurs la tournée de la mascotte nommée MOLA dans neuf des dix (10) régions du pays. MOLA est un jeune lion habillé aux couleurs vert, rouge et jaune du drapeau national camerounais. La "MASCOT TOUR MOLA" va sillonner les villes d'Ebolowa, Douala, Buea, Limbé, Bafoussam, Maroua, Garoua, Ngaoundéré et Bertoua.

Seul hic à cette manifestation, la COVID et sa variante « Omicron ». La nouvelle souche découverte en Afrique du Sud et qui se propage déjà sur le continent fait craindre des mesures de confinement et de restriction qui pourraient mettre en berne l'effervescence escomptée. Ce qui apparaîtrait simplement comme un apartheid sportif, car en Europe, malgré une fulgurance du virus, nous avons l'occasion de constater que les stades ont été pris d'assaut par les spectateurs depuis un moment. Toutefois un protocole anti-COVID est mis en place. Le port de masque et les mesures de distanciation sociale devront être respectés. La prestation des 24 équipes est attendue avec impatience et les moissons seront diverses.

LES FAVORIS EN LICE : ALGÉRIE, MAROC, SÉNÉGAL, CÔTE D'IVOIRE ET NIGERIA

LES FENNECS INVAINCUS DEPUIS 2018



Les tenants du titre de la CAN 2019 sont dans la forme de leur vie. Les verts algériens totalisaient une série de 33 matchs sans défaite après leur victoire 4-0 contre les Requins de la Mer Rouge de Djibouti et le nul 2-2 face aux Étalons du Burkina Faso dans le cadre des éliminatoires du Mondial 2022. Les fennecs portent ce record à 34 notes. Ils se trouvent désormais à une longueur du record brésilien de matchs sans défaite et à trois de celui de l'Italie qui occupe la tête du classement après leur victoire au forceps le 11 décembre face au Maroc dans le cadre de la 10e édition de la Coupe arabe.

Cette fameuse série de 34 matchs serait de 35, si le 16 octobre 2018 les Écureuils du Bénin n'avaient pas freiné cette ardeur au stade Général Mathieu Kérékou dans le cadre de la 4e journée des éliminatoires de CAN 2019. La sélection coachée par Djamel Belmadi sera l'équipe à battre. Déjà vainqueur à deux reprises de la compétition (1990 et 2019), l'Algérie de Riyad Mahrez sera une grande favorite de la CAN 2021.

LES LIONS DE L'ATLAS POUR UN CARTON PLEIN !



Avec 6 victoires donc 18 points sur 18 possibles lors des phases éliminatoires, le Maroc se présente comme un sérieux prétendant au titre. Sous la houlette de l'expérimenté sélectionneur bosnien Vahid Halilhodžić et avec la fluidité du jeu qu'on leur connaît, les Lions de l'Atlas ne craignent personne. Face à l'Algérie lors de leur dernière sortie, ils sont tombés les armes à la main après la fatidique épreuve des tirs au but. La dernière victoire à la CAN est vieille de 45 ans. Les appétits sont donc grands.

LES LIONS DE LA « TÉRANGA », ENFIN LE GRAAL ?



Finaliste de la CAN en 2002 et de la dernière édition de 2019, le Sénégal a une équipe très compétitive et peut rêver de décrocher la timbale pour une première fois. Les Lions compteront sur un effectif à la mesure de leur ambition. Le fabuleux gardien de but Édouard Mendy, le milieu de terrain Idrissa Gueye et l'attaquant Sadio Mané sont des arguments sûrs. Toutefois, le Sénégal doit se passer des services de Crépén Diatta annoncé forfait. Quant à ce qui concerne Koulibaly de Naples et Ismaël Saïd, ils doivent faire une visite d'aptitude courant fin décembre.

LES ÉLÉPHANTS DE LA CÔTE D'IVOIRE, DES SIGNES D'AMÉLIORATION



Depuis leur deuxième victoire en 2015 à la CAN, les pachydermes ont semblé chanceler quelque temps, mais à la faveur de la précédente CAN en 2019, ils ont montré des signes d'amélioration. A l'occasion, ils se sont hissés en quart de finale de la compétition. Les géants de la savane africaine ont fini par courber l'échine face à l'Algérie, futur vainqueur de l'épreuve, à l'issue des tirs au but. Ironie du sort, Éléphants et Fennecs se retrouvent dans la poule E. Les explications s'annoncent chaudes. La Côte d'Ivoire jouit d'un impressionnant effectif : Sébastien Haller, Franck Kessié, Maxwell Cornet, Max-Alain Gradel, Nicolas Pépé, Wilfried Zaha, Gervinho, Serge Aurier...

LES SUPER « EAGLES » DU NIGERIA, UNE JEUNE GARDE PROMETTEUSE



Arrivé troisième de la CAN 2019, le Nigeria bénéficie d'une génération de jeunes joueurs qui ne manquent pas de talent qui est emmenée par le Franco-Allemand Gernot Rohr. Triple vainqueur du trophée de la CAN en 1980, 1994 et 2013, quatre fois finaliste malheureux et six fois demi-finaliste, le pays le plus peuplé du continent possède un vivier important de joueurs capables du pire et du meilleur.

LES ÉTERNELS FAVORIS : LE CAMEROUN ET L'ÉGYPTE

LES LIONS INDOMPTABLES DU CAMEROUN, UNE CHANCE À SAISIR



Le Cameroun se basera certainement sur sa récente qualification aux barrages de la Coupe du Monde après avoir éliminé la Côte d'Ivoire. Les Lions chercheront à gagner cette CAN à domicile. Une compétition dont l'organisation leur échappe depuis 1972. Cinq fois vainqueur de la CAN entre 1984 et 2017, le Cameroun avec Choupo-Moting, Christian Bassogog, Zambo Anguissa ou encore Karl Toko-Ekambi, devant leur public chaud bouillant, conserve des chances pour la victoire finale.

LES PHARAONS D'ÉGYPTE, TOUJOURS PRÉSENTS



Les souverains égyptiens règnent effectivement en monarques absolus sur le football africain. Vingt-cinq fois présents en phases finales de la CAN sur trente-trois éditions, ils ont aussi remporté sept fois la CAN entre 1957 et 2010. Ayant pour atout principal un championnat de qualité avec des clubs produisant des joueurs locaux performants, les Pharaons peuvent aussi compter sur le meilleur joueur actuel du continent, Mohamed Salah.

LES OUTSIDERS : GHANA, MALI, BURKINA FASO, TUNISIE ET LE CAP-VERT

LES BLACK STARS DU GHANA, UNE ANCIENNE GLOIRE EN QUÊTE DE LÉGITIMITÉ

Le Ghana a toujours été une équipe attractive par son jeu pétillant. Cependant les « Brésiliens de l'Afrique » n'ont que leur passé à raconter : quatre trophées de la CAN dont le dernier remonte en 1982 et trois participations à la Coupe du monde, avec à la clef un quart de finale inscrit dans les annales de l'histoire du football mondial. Deux fois finaliste en 2010 et 2015, le Ghana court toujours derrière le sacre continental pour légitimer sa renommée aux yeux de la

jeune génération. En compagnie du Maroc, du Gabon et des Comores dans la poule C, les étoiles noires devront batailler dur pour se sortir d'affaire. Leur récente qualification pour les barrages de la Coupe du Monde en disposant de l'Afrique du Sud, laisse un arrière-goût d'insatisfaction.



LES AIGLES DU MALI PEUVENT SURFER SUR LES VAGUES

Dans le cadre du 2^e tour des éliminatoires de la Coupe du Monde 2022 qui vient de s'achever, les Aigles du Mali ont été les auteurs d'une performance XXL. En 6 matchs joués, ils ont remporté 5 victoires et un match nul, totalisant 16 points sur 18 possibles, le tout sur fond d'une attaque de feu avec 11 buts inscrits et une défense de fer avec 0 but encaissé. Une équipe très solide qu'il faudra espérer dans le carré d'as. Encore que la terre camerounaise semble bien marcher pour le Mali ; la seule finale disputée dans la CAN date de 1972.



LES AIGLES DE CARTHAGE, UNE COHÉSION À REDOUTER

Les blanc et rouge ne peuvent compter que sur leur seule star, le Stéphanois Wahbi Khazri. Cependant son principal atout réside dans l'organisation et la structuration d'une équipe parfaitement cohérente. Ils peuvent surprendre les grands favoris.



LES ÉTALONS DU BURKINA FASO, RIEN À PERDRE

Une solide équipe des Étalons qui a tenu tête à la « grande » Algérie en réalisant deux matchs nuls en confrontations aller et retour : 1-1 à Ouagadougou et surtout 2-2 à Blida. Les coéquipiers de Charles Kaboré vont jouer certainement sans complexe pour déjouer les pronostics. Le pays organisateur avec qui le Burkina Faso partage le même groupe devrait se méfier en match d'ouverture de cette CAN.



LES REQUINS BLEUS DU CAP-VERT, LES TROUBLE-FÊTES

Après la participation aux phases finales de 2013 et de 2015, les requins tiennent leur billet pour la 3^e fois. Pour sa première CAN, le Cap-Vert atteint les quarts de finale après une victoire et deux nuls. Lors de sa seconde apparition, le pays réalise trois nuls et sera pourtant éliminé en phase de poule. Leçon importante à tirer, les requins n'ont jamais perdu en phase de poule le moindre match sur six disputés. Les équipes du groupe A sont averties.



LES BRAVES PETITS POUCETS : LA GAMBIE ET LES COMORES

LES SCORPIONS DE LA GAMBIE, POUR UNE PREMIÈRE FOIS

Logés dans la poule D pour les éliminatoires de la CAN 2021, les Scorpions créent la surprise totale en terminant 1ers devant le Gabon, l'Angola et la RDC. Allez-y comprendre quelque chose ! Pour sa première participation, la Gambie est à surveiller comme du lait sur le feu.



LES CŒLACANTHES DES COMORES, LE BAPTÊME

Les insulaires comoriens ne sont pas venus en victimes expiatoires. Dans les qualificatifs, ils ont éliminé le Togo et le Kenya après un nul avec les Pharaons avant de s'incliner toujours face aux mêmes Égyptiens.

LES ÉQUIPES MAL LOTIES : LA SIERRA LEONE ET LA MAURITANIE

LES LEONE STARS EN QUÊTE DE REPÈRE

Vingt-six ans après leur dernière apparition à la CAN, les Leone Stars se qualifient après une phase qualificative poussive, ponctuée par des reports de match pour tests de COVID non justifiés. Ils ont toutefois l'occasion de prouver qu'ils méritent leur billet.



MAUVAIS TEMPS POUR LA MAURITANIE : SON SÉLECTIONNEUR VIRÉ

Pour une deuxième fois d'affilée, les «Mourabitounes» se retrouvent dans l'élite du football continental pour participer à la CAN 2021. Après l'épopée 2019 qui s'est soldée par une élimination en phase de poule, les présages de la prochaine campagne semblent mauvais, car à moins d'un mois, le technicien français de 52 ans, Corentin Martins est viré de la tête de la sélection. L'ancien milieu offensif auxerrois présidait aux destinées de la Mauritanie depuis 2014. A son actif, 68 matchs dont 23 victoires, 15 nuls et surtout 28 défaites. Il est remplacé par Didier Gomes Da Rosa, technicien français également de 52 ans. Il importe de rappeler que ce dernier était à la 10e édition de la Coupe arabe et ses poulains ont été d'ores et déjà éliminés en phase de poule. Un changement de sélectionneur à la veille d'une compétition aussi relevée que la CAN est sujet à beaucoup d'incertitudes ; le temps d'acclimatation semble trop court pour une équipe qui est loin d'être un favori.



Dossier réalisé par Ubrick François Quenum

SAMUEL ETO'O,

PRÉSIDENT DE LA FÉCAFOOT

LES DESSOUS D'UN SACRE

Par Victor-Emmanuel EKWA-BEBE III

Une des élections les plus suivies dans le milieu sportif aura été celle à la présidence de la Fédération camerounaise de football (FeCaFoot). Samuel Eto'o, palmarès qu'il n'est point besoin de rappeler, est élu à la tête de la Fédération camerounaise de football, samedi 11 décembre 2021. Ce n'était pas gagné d'avance, même si le sentiment partagé par les Camerounais et l'opinion continentale était qu'on ne toucherait pas au siège du goléador, qui lui était déjà acquis dans les esprits. Eto'o fait en effet partie de ces stars à qui on pardonnerait tout, ceux-là qu'on appelle les « fétiches nationaux », comme son ami Didier Drogba, pour qui les Ivoiriens avaient inondé la devanture de la FIF au jour du dépôt de sa candidature.

Eto'o aura parcouru toutes les régions du Cameroun et rencontré tous les acteurs acquis d'avance ou pas pour présenter son programme à certains et avec d'autres fumer le calumet de la paix.

On aura retenu que l'enfant de Newbel ne s'est pas contenté de son talent et de l'aura dont il jouit auprès du peuple. Il a négocié chaque étape de cette aventure comme il jouait les matchs décisifs. Il a véritablement mouillé le maillot.

Le « Pichichi » savait d'avance que ce ne serait pas une partie de plaisir et que le vote ne se ferait pas par les internautes et le public. Le vrai challenge était de rester concentré face aux éventuels dribles et systèmes de jeux du grand timonier Seidou Mbombo Njoya qui était son ami il y a quelque temps encore.

Très tôt, le candidat Eto'o a pris son affaire au sérieux, s'entourant de communicants connus, élaborant et présentant son projet pour le football camerounais, parcourant le pays accompagné de stars camerounaises et africaines, faisant du lobbying, recevant des soutiens moraux de partout. Mais « le grand 9 » comme l'appellent ses supporters, a failli ne pas être candidat sur la base de



sa nationalité espagnole, le sujet de la double nationalité faisant constamment débat au Cameroun. Mais Eto'o a montré sa « camerounité » par les leviers actionnés, jouant de son aura et anticipant sur les attaques adverses.

C'est ainsi qu'au jour J, le monde entier a vu en direct une star au four et au moulin, au point de sécuriser les votes, usant parfois d'un verbe acerbe ou d'une présence physique remarquée face à un charter de votants non indiqués. La larve de l'escroquerie électorale a été broyée avant d'être papillon. L'ère contenue par l'homme a disparu à la proclamation des résultats, qui a généré la satisfaction de tout un peuple. Et le candidat sortant, en toute courtoisie, a rapidement diffusé sur les médias sociaux un message de félicitations au nouveau président.

Le siège est désormais au meilleur buteur de l'histoire camerounaise, ambassadeur de Qatar 2022. Tout un chantier l'attend pour son pays. Le dernier club camerounais à avoir remporté la Ligue des champions africaine est le Canon de Yaoundé, en 1980. Pour ce qui est de la Coupe de la Confédération, c'était l'Union de Douala en 1981, à l'époque où cette compétition s'appelait encore Coupe d'Afrique des vainqueurs de coupe.

A présent, « let's go to work ».

Du 23 Déc. 2021 au 23 Janv. 2022

REVISEZ VOTRE IDEE DU SERVICE

CONTRÔLE GRATUIT

pour les modèles* de moins de 10 ans

*Toyota, Suzuki et Peugeot



OUAGADOUGOU • Tél.: 25 49 88 00
BOBO-DIOULASSO • Tél.: 20 97 12 46
www.cfaomotors-burkinafaso.com

CONTRÔLE GRATUIT

REVISEZ VOTRE IDEE DU SERVICE

- Diagnostic électronique gratuit
- Contrôle des différents niveaux (moteur, pont, transmission, frein etc)
- Contrôle état et tension des courroies
- Contrôle Suspension avant et arrière
- Contrôle du système de freinage
- Contrôle frein à main
- Contrôle balais essuie-glace
- Contrôle système éclairage
- Contrôle système de climatisation
- Contrôle état pneumatique

ENJEUX GEOSTRATEGIQUES DE L'EXPLOITATION DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE DANS LE MONDE



Le monde contemporain est caractérisé par la prééminence des droits d'auteur et des droits de propriété intellectuelle (DPI). Ces droits sont en effet au cœur d'enjeux géostratégiques majeurs, et jouent un rôle considérable dans les rapports entre États modernes tels la Suisse, la Suède, les États-Unis d'Amérique, le Royaume Uni ou encore la Corée du Sud, considérés selon l'indice mondial de l'innovation (Global Innovation Index) de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), comme les économies les plus innovantes en 2021.

Quant à la notion de propriété intellectuelle, elle est définie comme

le monopole, c'est-à-dire l'ensemble des droits exclusifs octroyés par les autorités nationales aux créateurs de nouvelles idées qui méritent d'être protégées. La propriété intellectuelle se subdivise en deux principales branches. Il y a d'une part la propriété industrielle qui englobe les droits des marques, des noms collectifs, des indications géographiques, des brevets, des dessins, des modèles d'utilité et des obtentions végétales. D'autre part, nous avons la propriété littéraire et artistique qui comprend les droits d'auteur et les droits voisins.

À l'ère de l'économie du savoir et de la créativité et dans un contexte de plus en plus mondialisé et concurrentiel, l'on

a remarqué une évolution des critères traditionnels de création de richesse, désormais basée sur la connaissance, devenue source de création de richesse et maillon essentiel du développement et de la compétitivité des entreprises et des nations. La part des valeurs immatérielles dans l'économie mondiale, estimée à plus de 60% d'après les chiffres du Global Innovation Index de l'OMPI, est devenue plus importante et s'accroît de jour en jour.

Françoise Benhamou et Joëlle Farchy soulignent dans leur ouvrage collectif, « Droit d'auteur et copyright » paru en 2007, qu'« au XIXe siècle, c'est la position respective des nations sur le marché international des droits

qui détermine leur stratégie ». Pour rappel, le système du copyright a été l'un des éléments qui a permis la naissance du capitalisme moderne que nous connaissons aujourd'hui. En 1996, Ronald V. Bettig dans son livre, «Copyrighting Culture, The Political Economy of Intellectual Property», relevait que les DPI apparaissent comme un outil pour les États et les multinationales d'asseoir leur hégémonie économique et politique. En 1853, l'économiste américain Henry Carey (Sagot-Duvaurox, 2002) voit dans le copyright un moyen d'offrir des débouchés aux pays dominants. Cela s'opère par le déploiement de leurs multinationales (Coca-Cola, Hollywood, Netflix, Canal+, Orange, etc.) à travers le monde afin de bénéficier de la circulation mondiale des droits de propriété intellectuelle.

Le copyright particulièrement a fait l'objet de batailles lors des négociations d'Uruguay Round en 1994, relatives aux accords sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC de l'OMC), entre la vision française du droit d'auteur et celle du copyright américain. Aujourd'hui, ces batailles prennent des allures de guerres commerciales et opposent les américains, devenus jadis les premiers défenseurs du copyright, aux chinois accusés de vols des DPI, notamment des technologies conçues par les entreprises américaines.

Dans les secteurs culturels, ces stratégies se manifestent par la concentration de portefeuilles des droits d'auteur exclusifs par les multinationales culturelles et informatiques. Ces groupes détiennent des droits sur la majeure partie de l'industrie de l'image, du son et de l'écrit (cas d'Amazon, Apple, Google, iTunes, Spotify, Deezer ou encore Netflix).

En ce qui concerne l'industrie du cinéma, la stratégie des multinationales consiste à l'acquisition et à la gestion de catalogues de droits exclusifs de diffusion en streaming. Cette stratégie semble avoir pignon sur rue ! En effet, Netflix par exemple, ainsi que tous les nouveaux entrants dans les secteurs culturels issus de l'informatique opèrent par ce procédé. Le catalogue de la plateforme mondiale est d'ailleurs fourni, en sus de ses productions originales, de films issus de productions venant de toutes les régions du monde. Récemment, la multinationale s'intéresse de plus en plus aux productions africaines et ne lésinent pas sur les moyens quand il s'agit d'acquiescer les droits y relatifs. C'est le cas du film nigérian *Lionheart* (Nollywood) acquis le 7 septembre 2018.

état de fait a des conséquences irréversibles sur les économies et les structures des cinémas des pays en développement, particulièrement ceux d'Afrique subsaharienne. Il se pose des problèmes de respect des règles de la concurrence et cet état des faits contribue à la restriction du domaine public à l'échelle nationale et internationale. En effet, l'appropriation des portefeuilles de droits crée des situations d'oligopoles contrôlés par les majors de l'industrie du cinéma, ce qui rend les contenus inaccessibles pour les consommateurs des pays les moins avancés, où la pauvreté et la fracture numérique contribuent à les disqualifier d'office du cercle des consommateurs de produits disponibles seulement sur des plateformes payantes. Ils se retrouvent



La stratégie du géant mondial du streaming consiste à l'enrichissement de son catalogue par l'acquisition et la concentration d'un portefeuille important de droits d'auteur dont elle est la seule détentrice, accessible uniquement sur sa plateforme. Cet

par conséquent privés de leurs contenus locaux, ce qui crée des frustrations, ou disons plutôt une détresse culturelle voire identitaire pour ces peuples.

Au Burkina Faso, la non prise en compte des enjeux liés aux droits

de propriété intellectuelle dans les politiques publiques est préjudiciable à l'économie des secteurs créatifs. Il existe certes des textes qui encadrent certains aspects de la discipline que sont la loi 048 du 12 novembre 2019 portant protection de la propriété littéraire et artistique au Burkina Faso, l'Annexe VII de l'accord de Bangui du 02 mars 1977 révisé successivement le 24 février 1999 et le 14 décembre 2015 ou encore la directive N°02/2018/CM/UEMOA de l'Union économique et monétaire Ouest africaine adoptée en 2018 et portant harmonisation des dispositions relatives au droit d'auteur et aux droits voisins dans le domaine de l'image au sein de l'UEMOA, qui témoigne de la prise de conscience du législateur communautaire sur les enjeux liés aux DPI, et qui l'oblige à s'orienter résolument vers un droit beaucoup plus harmonisé en vue de garantir aux acteurs une meilleure sécurité juridique.

Dans l'industrie cinéma par exemple, l'absence de quotas d'importation et de diffusion de films contribuent à désintégrer la filière. En effet, des investigations menées auprès de diffuseurs de films au Burkina, dont quatre (04) chaînes TV ont livré les résultats suivants : 1. Absence de quota d'achat ou de diffusion de films ; 2. Aucune loi ne contraint les diffuseurs à financer la filière (pas de taxe spéciale) ou une politique particulière de coproduction des films en synergie avec des maisons de productions nationales ; 3. Pas de budget dédié à la production de films comme le font certaines chaînes TV européennes dont Canal+.

Cet état des choses a donné lieu à une concurrence déloyale au détriment des films locaux et une submersion massive des populations par des

images importées. En outre, cette concurrence tue la production et les entreprises cinématographiques locales. Enfin, les travailleurs de cette filière industrielle sont de plus en plus exposés à la précarité à cause du chômage, l'étroitesse du marché du film et la contrefaçon qui annihilent leurs efforts de création.

D'une manière générale, le pays souffre d'une carence de marques d'envergure internationale susceptibles de concurrencer celles des multinationales occidentales. Aussi, les start-up qui émergent en Afrique d'une manière générale sont le plus souvent rachetées immédiatement par les grandes marques occidentales, vous l'aurez compris, question d'étouffer dans sa coquille la concurrence qui menace de restreindre les parts de marché notamment en Afrique subsaharienne, où les marques étrangères règnent en maître absolu. C'est le cas de Paystack, une jeune plateforme nigériane de paiement en ligne et en magasin, rachetée en 2020 par l'américain Stripe. Certaines start-up telle Afrostream (plateforme VOD), surnommée le Netflix africain ont disparu du marché à cause de la non maîtrise des circuits d'exploitation des DPI. La conséquence est sans équivoque pour l'économie nationale qui peine à tirer profit de l'exportation de produits et services créatifs qui répondent aux normes internationales à même d'améliorer sa balance commerciale.

Pis, la porosité des frontières, la faiblesse de la réglementation et le manque d'expertise au sein des services de contrôle font que le marché national est très souvent inondé de produits contrefaits, parmi lesquels l'on retrouve une grande quantité de produits pharmaceutiques. Ce marché parallèle échappe totalement au contrôle de l'État central et apparaît

de nos jours comme une source de financement pour les bandes criminelles et les groupes terroristes qui sévissent sur une bonne partie du territoire burkinabè.

Au regard de ces développements, il urge pour l'État d'œuvrer à l'avènement de grandes marques de produits et de services qui rassurent les consommateurs et qui rendront compétitives nos entreprises sur le plan international. Toutes les énergies pourraient être concentrées sur l'adoption et la validation du projet du Plan national de développement de la propriété intellectuelle (PNDPI) au Burkina Faso, rédigé depuis 2015 par le Bureau Afrique de l'OMPI, vulgariser la culture des droits d'auteur auprès des populations, veiller à l'application effective des textes existants, renforcer les capacités des acteurs des secteurs créatifs et innovants et enfin, mettre sur pied une unité spéciale et pluridisciplinaire de renseignement et d'espionnage économique et technologique au sein de la Police nationale dont la principale mission serait de protéger les entreprises et les investissements burkinabè à l'étranger.



CENTRE D'INFORMATION ET DE RÉFLEXION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE DE LA CULTURE



Enfin, une assurance pour moi

Yelen Assurance première compagnie
de micro-assurance de la zone CIMA

Avec Yelen Assurance regardez
le futur avec confiance !

Pour vous permettre de réaliser
vos projets en toute quiétude,
Yelen Assurance met à votre
portée 4 produits :

- Assurance hospitalisation
- Assurance agricole
- Assurance emprunteur
- Assurance vie

Profitez de garanties complètes
à partir de 1000 fca par mois*



POINT DE VENTE

APPLICATION MOBILE



yelen-assurance.com



yelen assurance



+226 25 33 04 28 / +226 25 31 11 11

Une leçon d'engagement du Colibri légendaire !

Par Beringer GloGlo, Économiste,
Fondateur du Cercle des Jeunes Économistes pour l'Afrique

Il y a un tantinet, je lançais un appel du cœur à la jeunesse africaine à qui je souhaitais de rêver **SON AFRIQUE** et de lutter pour y parvenir.

Plus important, de se prémunir contre l'émergence d'une quelconque forme de « kakistocratie ». En réalité, rien d'« extraordinaire » pour un peuple qui aspire réellement à des lendemains meilleurs – simplement prendre ses responsabilités. J'ai notamment usité l'enseignement du peuple cubain et de l'homme d'État Fidel Castro. Comme si cela ne suffit pas, je reviens avec une mythologie amérindienne où Denis Kormann nous fait voyager à travers l'immense forêt d'Amazonie, quelque part au détour d'un fleuve.

Qu'il me soit permis de la conter. C'est parti !

Dans cette nature sauvage vit une foule d'animaux, insectes, mammifères, oiseaux rivalisent de formes et de couleurs. Confortablement installé sur une grosse branche, Jaguar observe. Avec Anaconda, l'énorme serpent, c'est le maître des lieux. Dans les eaux sales ou dans les branches, il est respecté de tous pour son habileté et son courage. Autour de lui, s'activent ses compagnons de la forêt : Tamanoir cherche des fourmis pour son repas de midi, alors que le joyeux Koari croise Tatou, le solitaire, cuirassé comme un chevalier. En haut dans les branches, entre lianes et feuillages, les oiseaux Toucan et Ara discutent. Pendant que Capucin fait le singe et réveil paresseux de sa longue sieste. Un peu à l'écart près d'un ruisseau, il y a Colibri. Toute la journée, suspendu dans de longs vols immobiles, il est occupé à prendre avec

son long bec, le nectar que lui offrent les plus belles fleurs de la forêt. Il est si petit et semble si agité que parfois les autres animaux se moquent de lui.

Dans la forêt, tout a l'air paisible, mais dans le ciel de gros nuages noirs arrivent de l'horizon. Poussés par le vent, ils couvrent bientôt toute la forêt. Un terrible orage se prépare. Soudain, un éclair plus gros que tous les autres, s'abat sur un arbre mort. Foudroyé, coupé en deux, l'arbre prend aussitôt feu. Les flammes se multiplient et se répandent aux autres arbres, puis à la forêt provoquant un immense incendie.

Tous les animaux terrifiés quittent la forêt et se réfugient dans une clairière au bord de l'eau. Isolés, médusés, ils observent le spectacle et assistent impuissants à la disparition de leur forêt.

Tous sauf le colibri ! Avec son bec, il prend quelques gouttes d'eau de la rivière et s'envole pour aller les verser dans les flammes. Puis, il revient à la rivière, prend de l'eau et repart encore et encore faisant des allers-retours aussi vite qu'il le peut.

Au bout d'un moment, Jaguar agacé de le voir ainsi, s'agiter en vain lui dit : « Colibri tu n'es pas fou ? Tu crois que c'est avec ces quelques gouttes d'eau que tu vas éteindre le feu ? »

Colibri suspend son vol un instant, les regarde tous et répond : « **JE SAIS BIEN QUE JE N'Y ARRIVERAI PAS TOUT SEUL, MAIS JE FAIS MA PART.** » Sans plus attendre, il repart vers les flammes. Les animaux se regardent étonnés. C'est Toucan qui le premier dit : « J'y vais aussi. J'ai un grand bec et je sais voler ». Puis

Ara s'écrie : « Attends, je viens avec toi ».

Finalement, prenant un peu d'eau dans leur bec, dans leur museau, dans leurs pattes, tous les animaux s'élancent vers l'incendie. L'histoire ne dit pas s'ils ont réussi ; mais depuis ce jour, quelque chose a changé et les animaux se sentent unis par une force nouvelle. Et plus aucun d'eux ne se moque de la petite taille du Colibri.

Fin de l'histoire.

Revenons-en à la réalité. J'ai deux nouvelles.

La première est aussi la mauvaise. Je connais un endroit à l'instar de la forêt amazonienne, l'Afrique. Crise sociale – qui n'a pas encore entendu parler des soulèvements populaires (End SARS au Nigeria par exemple) ? Crise politique – a-t-on besoin de rappeler les multiples coups d'État récents, qu'ils soient militaires ou autres ? Crise climatique – quid des derniers événements de baisse de pluviométrie entraînant la destruction des champs de culture des produits alimentaires de base à l'ouest dans le sillage de la pandémie de Covid-19 ? Crise sanitaire – oui le Covid-19, mais avant cela, Ebola, la fièvre lassa, etc. – doit-on refaire un dessin ? Crise sécuritaire – à la croisée des attaques de groupes terroristes qui minent le Sahel et des conflits armés nationaux du Kivu en République démocratique du Congo ou du Tigré en Éthiopie, etc. – littéralement le feu y est !

Heureusement, il y en a une deuxième. Elle est plutôt bonne. Je connais, non pas un seul Colibri, mais des milliers de millions de

TRIBUNE POLITIQUE

Colibri partout à travers le monde et non pas seulement sur le continent africain, la jeunesse africaine. Le légendaire Colibri, aussi petit fut-il a fait sa part. Au départ, son action a suscité l'agacement des autres animaux déjà engagés dans une posture défaitiste. Finalement, sa persévérance lui a valu l'adhésion de plus d'un via un effet de contagion. Cette légende est une source d'inspiration pour toute la population africaine où qu'elle soit, notamment la jeunesse, principal moteur d'un réel changement et du développement. Qu'on vous le concède ou non - c'est juste une question de temps - vous êtes l'avenir du continent. Chacun a le potentiel de faire sa part pour atteindre l'Afrique de nos rêves.

Chaque acteur, chaque action ou engagement, a son importance. La part unitaire, aussi infime qu'elle puisse paraître n'en est rien. Puisque, ce qui importe, c'est l'engagement général. Ce qui compte, c'est la somme de toutes les petites actions qui permettront d'atteindre le but.

Notons, par ailleurs, que le Colibri n'aura pas attendu de connaître les résultats de son action. Il l'a fait parce qu'il savait que c'était la bonne action à mener, peu importe l'issue. Qui est plus, l'histoire ne nous renseigne pas non plus sur la réussite de l'action commune des animaux. Toutefois, elle nous dit tout au moins que l'action du colibri a instauré une sorte d'aube nouvelle marquée par

l'unité des animaux ; une dynamique nouvelle, sans doute utile pour les prochaines générations...

Permettez-moi de finir sur cette note de Guézo, roi dans le célèbre royaume du Dahomey d'alors : « La jarre trouée contient l'eau qui donnera au pays le bonheur. Si tous les enfants venaient, par leurs doigts assemblés à en boucher les trous, le liquide ne coulerait pas et le pays serait sauvé ».

Ainsi soit-il pour l'Afrique et ses enfants !



**PHOTOGRAPHIE
PROFESSIONNELLE**



TEL: 52 93 23 23 / 64 07 67 72



STUDIO - PUBLICITE - EVENEMENTIEL

BENIN : Biens culturels, valeurs héroïques et nation

A moins de vivre dans une grotte, le lecteur du magazine KANU a forcément remarqué la séquence à propos de la restitution des biens culturels du Bénin par la France. En effet, le processus démarré par la demande officielle effectuée en juillet 2016 par le président béninois Patrice Talon au sujet des biens saisis au Bénin lors du sac effectué par les soldats français à Abomey en 1892 a trouvé un aboutissement. La France a acté la restitution au Bénin de 26 trésors royaux d'Abomey. Voilà une grande nouvelle pour le peuple béninois ! Ces objets racontent une part considérable de l'histoire du Bénin, avant la colonisation par la France. Et là, je me pose la question de la « nation béninoise ».

S'il est une chose dont je me méfie dans la vie, ce sont les évidences ou, plus exactement, l'illusion d'évidence des choses, car l'évidence est claire en apparence, mais se prête souvent aux plus dangereux malentendus. La « nation béninoise » est une évidence pour quelques-uns, peut-être même la majorité des gens. Mais je veux la prendre au sérieux et la mettre en questionnement. Que le Bénin soit un pays au sens d'une entité géographique avec des frontières définissant un territoire, voilà qui me paraît évident. Que le Bénin soit un État, voilà qui saute à l'esprit. Et la question brutale : le Bénin est-il une nation ?

Cette question est difficile, car elle nous oblige à définir ce qu'est une nation. Certains théoriciens politiques définissent la nation par une origine ethnique et un langage. À l'aune de cette définition, que je n'approuve pas par ailleurs, le Bénin ne serait pas une nation à moins d'être un grand lecteur de Cheikh Anta Diop pour démontrer



Par Sophonie Kobooude
Essayiste
Twitter : @kobooude

l'unité historique du « peuple » africain en remontant à la préhistoire et à l'Égypte antique afin d'en déduire l'origine ethnique commune du peuple béninois. Si le lecteur parle couramment le Cheick Anta Diop, il citera la phrase suivante : « Les langues africaines présentent la même unité et constituent une même grande famille linguistique, aussi homogène que celle des langues indo-européennes ... » Et en déduira l'unité du langage au Bénin. Ce n'est pas à de telles gymnastiques intellectuelles plus ou moins fécondes qu'il faut se livrer.

Il nous faut ici convoquer Ernest Renan qui a donné une explication satisfaisante, me semble-t-il, de la nation. Pour lui la nation, c'est deux choses. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis. Et nous voilà devant la tâche perpétuelle de la vie d'un pays. Cette tâche est particulièrement rude en Afrique, car les États délimités par le colonisateur ne correspondaient à aucune réalité historique antérieure

à la colonisation. La volonté de vivre ensemble doit donc être un plébiscite de tous les jours pour s'affirmer et s'accomplir.

Les biens culturels récupérés doivent rappeler à chaque Béninois l'héritage de gloire et de regrets qu'il partage avec son compatriote. Que l'on soit Fon, Adja, Bariba, Goun, Mahi, Yoruba, Bétamaribé, Waaba, Yowa, Holi, Toffin, Ouatchi, Guin, Houéda, Houla ; voilà qui a peu d'importance. Car les biens culturels nous rappellent, si besoin en était, que nous avons des gloires communes dans le passé. La nation béninoise est en construction, car c'est l'État qui est en train de faire la nation. Sur quoi doit reposer cette construction ? Sur le passé héroïque, la glorification des valeurs héroïques, les grands hommes que nous rappellent les objets de nos musées. Le fameux « récit national » doit reposer sur le capital social que nous livre notre long passé d'efforts, de gloire, d'échecs, de souffrances, de dévouements, de luttes.

La restitution de nos biens culturels est un fait qui est définitivement entré dans l'Histoire du Bénin. Elle a rappelé à tous les Béninois qu'ils ont fait de grandes choses ensemble dans le passé. Maintenant, il nous faut continuer cette histoire. Le désir de poursuivre les sacrifices et les triomphes, de continuer la vie commune, de faire de grandes choses ensemble comme par le passé, de faire valoir l'effort en commun, voilà la condition essentielle pour faire une nation.

La nation n'est pas une substance donnée pour l'éternité, mais le résultat d'un processus historique de plébiscite quotidien d'une volonté de vivre ensemble.



IETECH est un prestataire spécialisé qui met au service de l'entreprise son expertise dans la gestion des systèmes d'information.

— Particularité DSI externalisée

NOUS COUVRONS 5 AXES:

INTÉGRATION DE SOLUTIONS



Déploiement
Conception
SAV

SUPPORT ET INFOGÉRANCE



Audit
Formation
Conseil

SOLUTIONS CLOUD



Cloud consulting
Cloud migration

Cloud intégration

CONSULTING



Contrat de Maintenance
Location de matériel
informatique
Assistance informatique

ENERGIE



Ondulaire
Solaire
Protection

CONTACTS

☎ +226 25 65 58 53 / +226 74 34 82 82

🏠 Avenue de l'unité, Ouagadougou
BP 4729 Ouaga 01

✉ info@ietech-group.com

🌐 www.ietech-group.com

VOTRE PARTENAIRE DE CONFIANCE

Universal Cultures and Languages

Notre expérience
à votre service

- ✓ **Formations linguistiques**
Italien - Allemand
- ✓ **Traduction - Interprétariat**
Italien - Allemand - Anglais
- ✓ **Etudes à l'étranger**
Accompagnement dans la procédure de visa
d'études (Italie - Allemagne - Belgique - Canada)
- ✓ **Examens internationaux de langues**
(Italien - Allemand)



- AGENCE CONSEILS EN COMMUNICATION
- STRATÉGIE DE COMMUNICATION 360°
- LOBBYING MEDIA
- MARKETING POLITIQUE
- PRODUCTION AUDIOVISUELLE
- ÉVÈNEMENTIEL
- MÉDIA



**AU NOM
DE VOTRE IMAGE...**